



Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

126-127 | 2011

Formations et devenir anthropologiques

Devenir anthropologue ?

Jacky Bouju, Frédérique Guyader et Monique Selim



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/5450>

DOI : 10.4000/jda.5450

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2011

Pagination : 9-15

ISBN : 979-10-90923-02-7

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Jacky Bouju, Frédérique Guyader et Monique Selim, « Devenir anthropologue ? », *Journal des anthropologues* [En ligne], 126-127 | 2011, mis en ligne le 15 décembre 2013, consulté le 30 avril 2019.
URL : <http://journals.openedition.org/jda/5450> ; DOI : 10.4000/jda.5450

DEVENIR ANTHROPOLOGUE ?

Jacky BOUJU* – Frédérique GUYADER**
Monique SELIM***

C'était exactement il y a 20 ans, en 1991, que l'Association française des anthropologues, publiait son premier dossier sur les formations à l'anthropologie. Déjà, le manque de postes dans les instituts publics de recherche et les universités était criant et l'essaimage des anthropologues dans des filières variées – musées, ONG, aide et intervention sociales et économiques, etc. – patent. Le décalage entre une formation anthropologique qualifiée de « fondamentale » et en outre « d'exotique » et des débouchés principalement sur le terrain français et dans des pratiques dites « appliquées » était souligné. Un premier constat doit être fait aujourd'hui. Cette dichotomie entre anthropologie « fondamentale » et « appliquée » n'a pas résisté aux deux décennies écoulées et en particulier à la mastérisation des filières universitaires et à leur internationalisation. Archaïque, cette dualité, qui semblait une « spécificité française » a été noyée dans la multitude des domaines

* CEMAf (UMR 8171 CNRS–Université de Provence). MMSH, 5 rue du Château de l'Horloge – B.P. 647 – 13094 Aix-en-Provence cedex 2
Courriel : bouju@mms.univ-aix.fr

** Université de Provence
3 Place Victor Hugo, 13331 – Marseille Cedex 03
Courriel : guyader_frederique@yahoo.fr

*** IRD, UMR 201 Développement et Sociétés
45 bis rue de la Belle Gabrielle – 94736 Nogent-sur-Marne
Courriel : Monique.Selim@ird.fr

et des champs, mettant en contiguïté et en interpénétration les disciplines sur des foci précis. Corollairement l'augmentation du nombre des étudiants en regard de recrutements restés au mieux stables en nombre a considérablement accru l'éclatement des modes de professionnalisation et de valorisation de la formation anthropologique. Une compétition âpre pour des rémunérations faibles, un précarat allongé, durable et institutionnalisé à travers diverses formules (stages, post-doc, CDD, etc.) ont fait évoluer les rapports sociaux internes à la communauté anthropologique fondés antérieurement en grande partie sur le prestige intellectuel et scientifique. La nouvelle emprise des modèles managériaux sur la formation, les carrières, la production des connaissances et les laboratoires, a accéléré les rythmes et transformé les logiques de hiérarchisation. L'investissement administratif et statutaire a pris de plus en plus de place et les évaluations, démultipliées, ont minorisé la valeur de l'accumulation cognitive *stricto sensu*.

Les formations anthropologiques reflètent ces processus, tout d'abord en se donnant à voir comme un marché quasi illimité, en permanente extension. Comme tout marché, celui-ci met face à face deux types d'acteurs, des étudiants et des enseignants et propose des marchandises, ici symboliques, dont le prix est indexé sur les offres idéologiques extérieures, locales et globales inséparables. Les connaissances disponibles sur internet ont à différents niveaux brouillé le paysage anthropologique avec des effets tout autant unificateurs que de morcellement. Aux grands courants agoniques (structuralisme, marxisme, etc.) se sont substitués un ensemble innombrable de points de vue, de secteurs et d'angles d'attaques tous aussi formellement incontestables les uns que les autres et donc égalisables. Toutes les postures épistémologiques sont désormais possibles, sans qu'aucune ne puisse se prévaloir d'une prééminence quelconque et il revient à l'anthropologue d'avertir ses étudiants qu'il n'incarne qu'une des variables épistémiques parmi d'autres en mettant l'accent sur un phénomène social particulier à ses yeux primordial. L'ancien antagonisme entre primats culturels et symboliques d'un côté, déterminations économique et politique de l'autre, s'est évaporé au profit d'une pluralité d'anthropologies

elles-mêmes segmentées, où chacun peut venir faire son marché, remplissant son panier comme il le souhaite, puisant ça et là, sans percevoir d'incompatibilités, dans l'ignorance de contradictions historiques.

À un autre niveau, ce panier de « crédits » – accumulables puisque tel est le nom des validations aboutissant à un master d'anthropologie – mène à tout pourrait-on dire métaphoriquement : on retrouve des anthropologues dans l'entreprise, la finance, la publicité, les médias, la littérature, la pédagogie, l'édition, le travail social, etc., outre les filières bien répertoriées que constituent depuis plusieurs années les ONG, l'humanitaire et les musées.

Aujourd'hui encore, en France, l'anthropologie est une discipline universitaire et il demeure difficile de parler de profession ou de métier d'anthropologue. Depuis l'enquête sociologique¹ diligentée il y a dix ans par la DAPA sur les formations suivies par des professionnels qui « se disent ethnologues » la situation n'a guère évolué. L'anthropologie est une activité dont les compétences professionnelles ont été pendant longtemps peu valorisées et définies par le Répertoire opérationnel des métiers et emplois (ROME)². Le marché du travail anthropologique n'est pas homogène. Il existe ainsi une division sociale et technique du travail d'anthropologue à laquelle correspondent de grands écarts de revenus et de notoriété. À cet égard, il vaudrait mieux parler de plusieurs marchés du travail anthropologique, relativement « étanches » et historiquement construits. Si l'on reprend la définition chronologique établie en 2001 par le rapport DAPA à partir des configurations institutionnelles, il apparaît que les emplois les plus anciens sont ceux de la recherche universitaire académique qui se développe en métropole avec la décolonisation et ceux des

¹ Bruno Lefebvre, 2001. *Étude de faisabilité : « Formations et professionnalisation des ethnologues »*, Enquête Nationale, ministère de la Culture et de la Communication, Mission du patrimoine ethnologique. Nantes, MSH Ange-Guépin.

² Malgré le travail accompli par le groupe de travail constitué en 2010 pour créer l'Association française d'ethnologie et d'anthropologie, dont l'AFA est membre fondateur.

féderations d'associations de type Arts et traditions populaires ; ensuite, pendant les années 1970 et 1980, ceux de l'écomuséographie et de la muséologie ; enfin, depuis dix ans, ceux des collectivités territoriales, des ONG internationales et des demandes privées en général (*ibid.* : 120). Les salariés de l'Éducation nationale, de la Recherche et des associations deviennent proportionnellement plus rares face au nombre croissant de jeunes postulants. Ainsi, l'engagement dans des métiers acceptant l'anthropologie comme formation qualifiante est plutôt aujourd'hui le résultat de saisies des opportunités offertes par les circonstances familiales et personnelles comme l'investissement dans un cursus universitaire, un engagement dans des associations locales ou des syndicats, voire une pratique de loisir cultivé ou, selon l'origine sociale, la fréquentation de cercles de notables (*ibid.* : 121). Cette diversité de situations très inégales contribue à promouvoir (ou à contrarier) les carrières professionnelles et à renforcer les antagonismes classiques entre classes d'âges. Mais aujourd'hui encore, de nombreux anthropologues se sentent isolés, quel que soit leur statut professionnel, et les insatisfactions qui en résultent les amènent à critiquer soit les institutions, soit la discipline, soit les sociétés locales.

Une critique majeure, tant externe qu'interne, porte sur l'isolement disciplinaire. Les départements d'anthropologie des universités sont perçus comme coupés de la vie sociale et des enjeux institutionnels de la demande sociale. Cette mise à distance des institutions a produit une forme de marginalisation de l'anthropologie dans les universités qui a des conséquences néfastes sur sa capacité de négociation avec les collectivités territoriales (*ibid.* : 119). Hormis certaines formes de sous-traitance contractuelle pour des recherches régionales et les subventions régionales sous forme de bourses d'études, il n'y a guère de contact entre les universités et le secteur associatif ou les collectivités territoriales. L'isolement dans lequel sont maintenus les anthropologues professionnels non académiques, bénévoles ou à temps partiel (manque de relations en réseaux dans le secteur privé, de rencontres entre les acteurs des secteurs associatifs, des musées et des écomusées, avec

ceux de la recherche universitaire) contribue à scléroser la discipline et à empêcher l'apport de réponses face aux demandes sociales et culturelles nouvelles.

Il en résulte une frustration profonde qui génère force critique vis-à-vis des institutions universitaires et des systèmes de formation. Ainsi, l'organisation administrative des formations et les cursus (surtout la pédagogie) apparaissent inadaptés et trop éloignés des pratiques professionnelles non académiques compte tenu des situations de travail dans un marché concurrentiel (*ibid.* : 55). En effet, les jeunes générations d'anthropologues sont critiques vis-à-vis des formations dispensées et des enseignements, mais les aspirations et les revendications de formation concernent moins les enseignements tels qu'ils sont dispensés que les structures des cursus et leur articulation interdisciplinaire. Les jeunes générations d'étudiants sont pragmatiques, elles sont de moins en moins nombreuses à s'inscrire dans un cursus académique d'anthropologie classique de longue durée et, de manière stratégique et rationnelle (compte tenu de la pénurie de postes statutaires), elles privilégient les formations courtes quand celles-ci existent. Les étudiants élaborent donc leur cursus de formation et leurs perspectives professionnelles de manière diversifiée, mais leurs expériences des « petits boulots » les conduisent souvent aux mêmes situations professionnelles que leurs aînés. Ainsi, nombre de jeunes diplômés demeurent en position précaire et survivent grâce à des vacances (dans les écoles, les centres de formation, les écoles d'infirmières, etc.) ou encore grâce à des contrats CDD (recherches appliquées dans les collectivités territoriales, jobs dans les musées ou dans d'autres organismes culturels, etc.). En pratique, la diversité des conditions de travail, les possibilités inégales d'accès aux contrats et aux subventions, ont créé dans la durée différentes catégories d'anthropologues professionnels qui demeurent extrêmement fragmentées, ne serait-ce qu'entre les trois grandes catégories constituées par les anthropologues bénévoles, les anthropologues à temps partiel et les anthropologues statutaires (*ibid.* : 122). Mais au-delà de cette fragmentation professionnelle, l'investigation anthropologique sur le terrain apparaît clairement comme le trait

unificateur de la discipline qui fait le lien entre les différents métiers de l'anthropologie. Cette méthode, unique, aurait pu être le fer de lance d'échanges bien négociés avec les institutions extérieures et les autres disciplines, mais la faiblesse institutionnelle de l'anthropologie est telle qu'elle n'a pu empêcher que « sa » méthode soit massivement récupérée, voire piratée, par d'autres sciences sociales mieux instituées qu'elle. Force est donc de constater que la faiblesse institutionnelle de la discipline persiste tant dans le nouveau système universitaire que dans le nouveau cadre institutionnel de la recherche nationale.

L'anthropologie académique doit plus que jamais s'impliquer dans une réflexion approfondie sur son devenir institutionnel et donc sur la professionnalisation de ses étudiants en imaginant la construction de nouveaux programmes pédagogiques interdisciplinaires articulant à cette fin des enseignements de géographie, d'économie, de gestion, de droit administratif avec des enseignements d'anthropologie classique adaptés aux demandes sociales actuelles et aux perspectives contemporaines de la professionnalisation.

Il est par conséquent important de s'interroger sur les spécificités de l'application de l'anthropologie et sur l'insertion d'un savoir anthropologique scientifique méconnu. Sorti de son cadre académique, ce savoir se retrouve confronté à une réappropriation par le sens commun d'une compétence. L'insertion de ce savoir scientifique au cœur d'images et de représentations communes participe à la levée de résistances, mais cela peut conduire également à la constitution de stéréotypes. Souvent associé à une démarche d'ingénierie plutôt qu'à celle de chercheur, les conditions de recherche appliquée sont différentes et induisent un positionnement également différent. Une nouvelle pratique de la recherche en anthropologie suppose une volonté de revalorisation des compétences associées du métier et ainsi une meilleure définition du savoir-faire. S'interroger sur la transposition d'un savoir-faire, associé à des recherches conduites dans un cadre académique, à un cadre professionnel permet de poser de manière

indéniable l'utilité sociale de la discipline, constituant aussi un moyen de pérenniser son attrait auprès de nouveaux étudiants.

Ce dossier du *Journal des anthropologues* est le symptôme des mutations profondes qui touchent autant la nature des connaissances que leurs modalités d'appropriation et de valorisation ; il offre à la réflexion des exemples d'intrication inattendus ou renouvelés, d'autres manifestant une constance certaine – tel le développement – sur le fonds de parcours sinueux. Dans cette optique, il est bien représentatif d'une invention, presque au jour le jour, des anthropologies actuelles dans lesquelles se remarque un engouement toujours plus grand pour les termes d'ethnographie, d'indigène et d'informateur, véritables labels de qualité pour leurs auteurs. Ces usages linguistiques fétichisants et supposés légitimants qui renvoient aux origines coloniales de l'anthropologie doivent être analysés dans le contexte présent considéré comme postcolonial, au plan historique, politique, théorique. Derrière le paradoxe apparent se révèle une cohérence certaine de la globalisation qui favorise la juxtaposition de postures mais aussi de faits sociaux estimés par le passé des antonymes, aujourd'hui dotés d'une fabuleuse volatilité.

* * *